

1664

ENSSIB
Ecole Nationale Supérieure des Sciences de
l'Information et des Bibliothèques

Diplôme de conservateur de bibliothèque

Mémoire d'étude

Le livre au Cambodge : les orientations de
la politique de coopération française

Kéda Black

Sous la direction de Jean-Marie Arnoult
Inspection générale des bibliothèques
et de Olivier Jeandel
Centre culturel français du Cambodge

2001

BIBLIOTHEQUE DE L'ENSSIB



8142704

M 2000 DCB 03

ENSSIB
Ecole Nationale Supérieure des Sciences de
l'Information et des Bibliothèques

Diplôme de conservateur de bibliothèque

Mémoire d'étude

Le livre au Cambodge : les orientations de
la politique de coopération française

Kéda Black

Sous la direction de Jean-Marie Arnoult
Inspection générale des bibliothèques
et de Olivier Jeandel
Centre culturel français du Cambodge

2001



Le livre et la lecture au Cambodge : les orientations de la politique française de coopération.

La France apporte au Cambodge depuis le début des années 1990 une aide multiforme visant à réhabiliter l'offre en matière de livre et de lecture. Ses acteurs sont confrontés dans cette démarche à un contexte particulièrement difficile à appréhender, qui modèle leur action et dont la rapide évolution les oblige sans cesse à en redéfinir les orientations.

Livres et lecture – Cambodge

Livres et lecture – Coopération internationale

Coopération culturelle

Francophonie – Coopération internationale

French cooperation towards books and reading in Cambodia.

Since the early Nineties, the French government has helped Cambodia rebuild its structures in the field of books and reading. In doing so, its representatives constantly have to shape and reshape their action in accordance to an exceptionally complex and ever-changing background.

Books and reading – Cambodia

Books and reading – International cooperation

Intellectual cooperation



Remerciements

Je remercie Olivier Jeandel, Jean-Marie Arnoult, Ang Choubo, Ou Sok Tho, Dou Borin, Duong Netra, Houll Visakha, Voeun China, Leav Bunthoeun, Sok Tha, Loun Lim Hourn, Than Doratana, Khat Chan-Vuthy, Kem Monica, Mao Thach, Khuon Chamroeun, Sisowath Ritarac, Boph Calvin et toutes les personnes rencontrées.

Table des matières

Introduction : le livre en reconstruction	5
Première partie : le livre et la coopération francophone	10
1. Le Bureau du livre : les trois axes d'une triple vocation	11
1.1. La Bibliothèque nationale : faire revivre un héritage colonial déchu	11
1.2. Le bibliobus : un premier jalon vers une lecture publique renouvelée	15
1.3. Multiplier les initiatives pour assurer partout la présence du français	16
2. Le SIPAR : l'efficacité tranquille d'une ONG	17
2.1. Le volet " bibliothèques " : pas à pas, l'ébauche d'un réseau	17
2.2. Le volet " édition " : un projet réfléchi mais ouvert	19
3. <i>GRAPHIC ROOTS</i> : le dynamisme prometteur d'une PME	21
Deuxième partie : le livre en milieu cambodgien	25
1. Quelle place pour l'écrit ?	26
1.1. Le goût de la lecture dans une culture orale	27
1.2. La difficile appréhension des pratiques et des attentes	29
1.3. Une nécessaire enquête	31
2. La langue khmère, " monument en péril "	31
2.1. Le nécessaire questionnement de la langue khmère	32
2.2. La chance du trilinguisme	34
3. Un cadre institutionnel et juridique déficient	35
3.1. La faiblesse de la Direction de la lecture	35
3.2. L'absence de législation sur l'écrit	36
4. La forte présence internationale	37
5. En bref, un contexte mouvant	38
Troisième partie : les orientations actuelles	39
1. Accompagner l'initiative privée pour mieux avancer	39
2. Mûrir des projets prometteurs	41
3. L'espoir des nouvelles technologies	43
L'avenir entre les mains des professionnels cambodgiens	46
Personnes rencontrées	47
Documents consultés	48

Introduction : le livre en reconstruction

Les dures années de guerre et d'occupation subies par le Cambodge ont sévèrement mis à mal ses structures politiques, juridiques, administratives et économiques, et inévitablement, éducatives et culturelles. Elles ont provoqué dans l'ensemble de la population un traumatisme profond, en même temps que la disparition presque totale des classes moyennes éduquées. La plupart des bibliothèques sont fermées, leurs collections partiellement détruites, les bibliothécaires déportés ou tués. La place du livre et de la lecture dans la société cambodgienne s'en est trouvée bouleversée. L'offre en matière de bibliothèques est aujourd'hui encore largement déficiente ; il n'existe pas d'activité éditoriale en tant que telle. La France s'est engagée dans ce domaine depuis le début des années 1990 au travers de sa politique de coopération. Mais la reconstruction est lente, même appuyée par l'aide extérieure¹, tout particulièrement dans un domaine qui n'apparaît pas comme une priorité immédiate aux yeux des instances de décision.

Actuellement, le paysage des bibliothèques reste assez désolant. On déplore avant tout l'absence de réseau cambodgien de lecture publique. Ensuite, la Bibliothèque nationale du Cambodge, à peine sortie d'un état de délabrement total, n'est pas encore en mesure d'assumer le rôle qui incombe à une telle institution. Les bibliothèques des universités² sont de qualité inégale, mais souvent médiocre ; elles ont le mérite d'exister, bien qu'elles ne soient pas à même de satisfaire pleinement les besoins des étudiants. On

¹ L'aide provient de pays étrangers tels que France, Australie, Etats-Unis, Royaume Uni, Norvège, Japon, de l'Union Européenne, d'organisations internationales et d'ONG (organisations non gouvernementales).

² A savoir, la bibliothèque Hun Sen, qui dessert l'Université royale de Phnom Penh, les bibliothèques de l'institut de technologie, de la faculté de sciences économiques et de droit, de la faculté de médecine, de la faculté des beaux-arts.

dénombrer ensuite quelques bibliothèques spécialisées, parmi lesquelles la bibliothèque du Musée national, et celle, particulièrement bien fournie et tenue, de l'Institut bouddhique, financée par des fonds allemands et japonais. Il existe également des petits centres de documentation dans des ministères, et dans certaines ONG. En province, on trouve en tout et pour tout la vingtaine de petites bibliothèques pour enfants créées par l'ONG SIPAR³ au sein d'écoles primaires de province. Dans les pagodes, les moines conservent généralement un petit fonds de livres à vocation essentiellement religieuse, en principe accessible à tous. L'offre de lecture publique se résume, à Phnom Penh, au bibliobus acheminé en 1996 depuis la France. Les francophones disposent par ailleurs de la médiathèque du centre culturel français et de ses petites annexes provinciales de Siem Reap et Battambang.

Le paysage éditorial n'est pas tellement plus fourni : il n'existe pas au Cambodge de maisons d'édition en tant que telles. Jusqu'à maintenant, il semble que la situation économique actuelle ait interdit dans ce secteur le développement d'une activité rentable et autosuffisante. Cependant, les initiatives se multiplient, bien que ponctuelles et le plus souvent soutenues par des subventions, ou du moins des achats en nombre de la part d'organismes engagés dans des programmes de développement. Elles proviennent d'organisations de toutes sortes, internationales, non gouvernementales, entreprises privées, ministères etc., qui font office d'éditeurs, sans que cela soit leur activité principale⁴. A côté de ces éditeurs improvisés, une masse de petits imprimeurs, difficiles à recenser, produit des ouvrages, des journaux et magazines de qualité intellectuelle et matérielle souvent médiocre, vendus dans les kiosques ou sur les marchés. Enfin, des petites entreprises voient le

³ Soutien à l'initiative privée pour l'aide à la reconstruction.

⁴ On peut citer ainsi le CEDORECK (Centre de documentation et de recherche sur la civilisation khmère, principalement pour des publications universitaires), dirigé par NOUTH Narang, ancien ministre de la culture ; la galerie REYUM (par exemple pour des catalogues d'expositions) ; le Ministère de l'éducation, de la défense (avec le soutien de l'Union européenne, du Japon, de la Norvège) ; enfin des ONG, principalement pour des livres pour les enfants, comme *Save the Children* Norvège ou le SIPAR.

jour, qui, sans être des maisons d'édition, prennent en charge pour des clients des travaux de design, maquette, mise en page de qualité croissante. Parmi elles, *GRAPHIC ROOTS* joue également le rôle de société éditrice, puisqu'elle publie un journal pour enfants en khmer, " *Tam Tam* ", qui connaît un grand succès. Le niveau technique, encore peu élevé récemment, progresse très rapidement grâce au récent dynamisme qu'on dénote dans ce secteur. Actuellement, il devient pertinent d'interroger la possibilité d'une édition économiquement viable, qui ne serait pas soutenue artificiellement par des subventions.

Aujourd'hui, dans un contexte de reconstruction, la France justifie sa présence par le lourd héritage colonial qui la lie à ce pays. Ses actions dans le domaine de l'écrit visent trois objectifs : sauvegarder un patrimoine commun indispensable à l'histoire du Cambodge ; répondre aux besoins réels du pays en matière de livre ; enfin maintenir la présence de la langue française (notamment face à l'avancée de l'anglais). Ainsi, depuis le début des années 1990, la représentation française au Cambodge, par l'intermédiaire de son Service culturel et plus précisément, du Bureau du livre, s'est engagée dans plusieurs projets de coopération concernant le livre et la lecture. Ils se sont orientés jusqu'à présent dans deux principales directions : le développement de la lecture publique, encouragé par la mise en circulation d'un bibliobus en 1996 ; la réhabilitation de la bibliothèque nationale à partir de 1994. Ils reposent sur le principe de la coopération entre gouvernements, appuyée par la signature de conventions entre l'Ambassade de France et le ministère cambodgien concerné, en l'occurrence le Ministère de la Culture. Leurs résultats sont visibles, mais ne suffisent pas à régler tous les problèmes et combler les manques. D'autant que la partie cambodgienne ne s'est pas toujours montrée capable d'assurer sa part de suivi des projets. Dans ce contexte, comment orienter aujourd'hui la politique de coopération au Cambodge pour la rendre la plus efficace possible ? On s'aperçoit par ailleurs que des Français et des francophones agissent pour l'aide au développement hors du cadre des services

dépendant de l'Ambassade : au sein d'ONG, de PME. Leur action est parfois remarquablement efficace. Les objectifs étant communs, des partenariats ne pourraient-ils pas se former, pour les bibliothèques, mais aussi pour le volet "édition", préoccupation croissante du Bureau du livre français ? Comment peut-il intervenir dans ce domaine ?

La mission de Jean-Marie ARNOULT, inspecteur général des bibliothèques, avait pour objectif, en octobre 2000, " d'évaluer la Bibliothèque nationale du Cambodge et d'examiner les conditions du développement d'un réseau de lecture publique dans les provinces " ⁵. Elle était programmée par le responsable du Bureau du livre français, Olivier JEANDEL, qui souhaitait ainsi obtenir des clés pour la poursuite des programmes en cours concernant les bibliothèques. Il ne s'agit pas de reprendre le propos de l'expert, qui consiste, dans le compte-rendu de mission, à faire un bilan critique assorti de recommandations à l'intention autant des autorités cambodgiennes que du Service culturel français. Ici, le champ de l'observation sera élargi à des exemples de projets conduits à la fois dans le domaine des bibliothèques et dans celui de l'édition, tant par la représentation gouvernementale française que par d'autres organisations tenues par des francophones. En effet, le choix a été fait de se placer du point de vue de la francophonie – même si les programmes étudiés n'ont pas pour but primordial la promotion de la culture et de la langue françaises : ils sont motivés d'abord par la volonté de restaurer dans un pays dévasté les conditions propices à un développement des pratiques de lecture. Certes, cette action n'est pas désintéressée : l'intention parallèle est bien de maintenir ainsi dans cette région du monde les intérêts de la francophonie et de la France en général – face notamment à la toute-puissance de l'anglais. Comment ces deux objectifs peuvent-ils se concilier dans le respect souverain de l'intérêt du Cambodge ? A la condition de prendre le recul nécessaire pour appréhender les données propres au milieu cambodgien, qui

⁵ J. M. Arnoult, *Compte-rendu de la mission effectuée à Phnom Penh du 15 au 29 octobre 2000*.

interdisent l'application brutale des méthodes connues dans notre pays en matière de politique du livre. Il s'agira donc d'observer dans un premier temps les différents mécanismes d'intervention extérieure, puis dans un second de tenter d'analyser les paramètres contextuels qui les modèlent : on pourra ainsi percevoir comment les seconds s'intègrent aux premiers et quelles en sont les conséquences sur la politique de coopération française, afin d'en dégager les orientations actuelles.

La première partie consiste à présenter des programmes conduits dans le domaine du livre et de la lecture (bibliothèques ou édition), aboutis ou encore en cours, par différents types d'organisations francophones. Il s'agit du résultat de l'enquête menée au cours du stage, composée de visites et entretiens et complétée par la lecture de rapports récents. Celle-ci devait permettre d'appréhender, pour chaque type de projet, les moyens matériels, financiers et humains mis en œuvre, les méthodes employées, et les objectifs visés. Tous fonctionnent en effet selon des modes différents, qu'il est intéressant d'observer et de comparer : d'une part en tant que bibliothécaire, à titre méthodologique ; d'autre part, du point de vue du Bureau du livre français, pour fournir aux instances de décision responsables des projets des outils leur permettant la connaissance de leurs propres méthodes et leur confrontation à d'autres.

La seconde partie est consacrée aux paramètres induits par le contexte dans lequel s'inscrivent les actions décrites – la manière de les appréhender et de les intégrer étant la clé d'une conduite de projet efficace. Ils comprennent : la place de l'écrit dans la société et la culture cambodgiennes, la question de la langue khmère, le déficit de structures administratives, politiques, juridiques, enfin la présence de nombreux acteurs internationaux.

La troisième partie tire de ce qui précède les enseignements nécessaires pour dégager les orientations actuelles de la politique de coopération française, qu'il s'agisse des projets en cours ou à venir.

Première partie : le livre et la coopération francophone

Il convient d'examiner en premier lieu les programmes issus du Service culturel de l'Ambassade de France au Cambodge : d'abord, dans le domaine des bibliothèques, ce sont probablement les plus ambitieux et les plus lourds qui soient menés directement par un gouvernement, ce qui s'explique aisément par le lien historique entre les deux pays⁶ ; ensuite, ce sont ceux qu'il nous intéresse au premier chef de connaître et d'évaluer.

En second lieu sera présenté le travail de l'ONG française SIPAR, dont les moyens et l'influence sont tout différents pour promouvoir la lecture à travers les bibliothèques mais aussi l'édition.

En dernier lieu seront abordées les activités d'une petite entreprise privée créée à l'origine par des françaises expatriées, et publiant un bimensuel pour enfants en khmer. Le propos ici n'est pas de faire une description exhaustive de toutes les initiatives éditoriales, trop nombreuses et souvent ponctuelles. C'est pourquoi on se limite ici à l'édition enfantine, la plus active, et plus particulièrement à des programmes menés par des organisations francophones, permettant les parallèles avec les projets de la représentation gouvernementale. Les deux exemples choisis sont représentatifs ; ils permettent l'étude du circuit complet, depuis la conception d'un ouvrage jusqu'à sa diffusion à la vente ou en bibliothèques, en passant par les étapes de la fabrication – sachant que les différentes organisations impliquées dans ce secteur ont recours au même corpus d'intervenants – le but étant de mesurer si le terreau existe pour la croissance d'une activité éditoriale saine et productive.

⁶ D'autres pays sont impliqués dans le domaine, mais les interventions sont rarement l'émanation directe de la représentation gouvernementale. Elles sont plus généralement conduites par l'intermédiaire d'organisations ou de personnes soutenues par leur gouvernement mais non pilotées par celui-ci.

1. Le Bureau du livre: les trois axes d'une triple vocation

Les trois objectifs affirmés de la politique française de coopération pour le livre – la sauvegarde d'un patrimoine commun, la réponse aux besoins des Cambodgiens, la promotion du français – habitent chacun des projets menés par le bureau du livre français.

1.1. La Bibliothèque nationale : faire revivre un héritage colonial déchu

Le lien entre la Bibliothèque nationale du Cambodge et la France remonte à la date de sa fondation par ordonnance royale, en 1924, à l'époque du protectorat français et sous le règne du roi Sisowath. Elle est créée par Paul BOUDET, archiviste paléographe, qui en assume alors la direction. Un bâtiment de 1000 m² est construit dans le style colonial de l'époque pour en accueillir les collections. La bibliothèque connaît dans les cinquante années suivantes un important développement, interrompu seulement par la guerre. De 1975 à 1979, elle subit les pires traitements – ses collections sont pour la plupart détruites ou éparpillées, ses bâtiments sont détériorés et occupés à des fins toutes autres. Ces dommages la rendent inapte, une fois la paix revenue, à jouer le rôle d'une bibliothèque nationale, chargée de la sauvegarde du patrimoine national écrit, de la collecte de la production éditoriale, de leur mise à disposition du public, et de la constitution d'une bibliographie nationale.

L'action du bureau du livre se manifeste de la manière la plus visible dans la volonté de sauvegarde d'un patrimoine. Elle vise toutefois aussi à restaurer la Bibliothèque dans les fonctions qui lui reviennent, pour la rendre capable de répondre aux besoins des Cambodgiens. Ce faisant, elle assure la présence de la langue française tant au travers des fonds que par l'intermédiaire des formations délivrées à son personnel.

1.1.1 La réhabilitation du département patrimonial

En 1993, le Service culturel de l'Ambassade de France lance un programme de coopération franco-cambodgienne dans le domaine du

livre⁷, dont un des volets est la réhabilitation de la Bibliothèque nationale du Cambodge. En 1994, deux missions d'expertise⁸ permettent de préciser les interventions indispensables. Celles-ci concernent principalement le fonds patrimonial, composé de collections françaises anciennes et de collections imprimées en khmer pendant la présence française, représentant environ 30 000 volumes. Il s'agit de créer un département patrimonial destiné à recueillir ce fonds gravement endommagé. Le projet fait l'objet d'une convention signée entre l'Ambassade de France et le Ministère de la culture et des beaux-arts cambodgien le 8 juillet 1994⁹. Il prévoit plusieurs niveaux d'intervention : d'abord, la réhabilitation et l'aménagement des salles de l'aile Ouest du bâtiment, destinées à accueillir l'atelier de reliure, la salle de consultation, et les magasins, dans le respect des normes architecturales de l'époque, conservant ainsi à la bibliothèque son style colonial ; ensuite, l'inventaire et le traitement du fonds historique, pour permettre son exploitation, le compléter et restaurer les ouvrages abîmés ; enfin, la formation de bibliothécaires cambodgiens. Une fois les travaux d'aménagement achevés, une équipe conduite par Madame Pasquel Rageau entreprend alors le rassemblement et le dénombrement des collections, leur répartition par grands domaines, la création d'un registre d'inventaire, l'installation des ouvrages sur les rayonnages, et la restauration d'un certain nombre d'entre eux. La réalisation d'un catalogue informatisé des collections est entamée. Le département patrimonial est inauguré le 2 avril 1996, en présence de Monsieur NOUTH Narang, alors ministre de la culture. Plusieurs bibliothécaires bénéficient de formations, sur place ou bien en France, à la bibliothèque nationale : Monsieur HE Hin, vice-directeur, y effectue un

⁷ Ce programme est régi par l'*Accord-cadre de coopération culturelle, scientifique et technique* signé le 10 mai 1994.

⁸ Christiane PASQUEL RAGEAU, conservateur en chef à la bibliothèque du Musée de l'homme, spécialiste de l'histoire bibliographique de l'Indochine, s'occupe de l'étude scientifique des fonds, Jean-Marie ARNOULT, conservateur général à la direction du Livre et de la Lecture, s'intéresse au bilan de l'état physique des collections.

⁹ Celle-ci s'intitule " *Mémoire de coopération entre le Service culturel de l'Ambassade de France au Cambodge et le Ministère de la Culture du Royaume du Cambodge* ".

stage avec l'objectif de se perfectionner en catalogage, tandis que Madame MAO Thach suit une formation en reliure restauration qui lui permet de s'occuper de l'atelier nouvellement installé. Le projet est conduit dans le souci constant de renforcer les liens avec l'institution jumelle, la Bibliothèque nationale de France¹⁰. Coordonné sur place par un expert technique¹¹, il implique l'intervention de plusieurs spécialistes français, qui s'y rendent pour effectuer des missions d'expertise.

En dehors du département patrimonial, la France finance, dans le cadre du programme de 1994, l'aménagement d'une salle de lecture de microformes équipée du matériel adéquat. Elle facilite la reproduction photographique de documents intéressant le Cambodge et conservés dans des collections françaises, afin d'aider à la reconstitution du patrimoine bibliographique du Cambodge. Actuellement, elle alimente par des commandes ponctuelles le fonds "Cambodge" de la bibliothèque.

La création du département patrimonial a représenté de la part du Bureau du livre français une participation de 3 millions de francs s'étalant de 1994 à 1998, incluant des dons en livres et la rémunération de personnels. Aujourd'hui, la France intervient à hauteur d'environ 100 000 francs par an, pour des commandes de livres, la rémunération de personnels travaillant dans le département et l'achat de matériel destiné à l'atelier de reliure.

Avant l'intervention française, et concurremment à celle-ci, la Bibliothèque nationale reçoit une aide australienne, qui se traduit par la formation de personnels et la mise en place d'un logiciel de catalogage, CDS/ISIS (fourni par l'UNESCO), qui doit permettre d'initier une bibliographie nationale. L'université américaine de Cornell finance le microfilmage de manuscrits sur feuille de latanier.

¹⁰ Des relations sont également établies avec l'Ensib ; il s'ensuit la venue en 1995 d'un conservateur stagiaire pour assister Madame Pasquel Rageau dans sa mission.

¹¹ Thierry LIABASTRE, puis, à partir de 1997, Olivier JEANDEL.

1.1.2 Une bibliothèque en crise

Aujourd'hui, l'aile Ouest du bâtiment, ses rayonnages, sa salle de lecture et son atelier de reliure, sont un témoignage convaincant du travail accompli concernant le fonds patrimonial. Cependant, un bilan de la situation actuelle révèle une certaine stagnation depuis que le gros du travail s'est achevé voilà déjà quatre ans : si la restauration d'ouvrages se poursuit, le catalogage du fonds, lui, n'a pas progressé. On ne dispose en effet que d'une simple liste et non d'un véritable catalogue. En outre, les insectes – termites et poissons d'argent – ont repris leur œuvre destructrice depuis le traitement effectué en 1999. Le bilan de l'action de coopération engagée en 1993 reste donc mitigé.

Par ailleurs, en ce qui concerne le reste de la bibliothèque, la situation apparaît désastreuse au premier coup d'œil : piles de livres entassés et livrés aux parasites, rayonnages entiers de dons inutiles à l'établissement, mauvais entretien des locaux, offre d'usuels très incomplète. On apprend également que des livres sont parfois vendus sur les marchés par des membres du personnel. Ceux-ci sont démobilisés, trop mal payés pour faire vivre leurs familles. Le terrain entourant le bâtiment est loué de façon plus ou moins légale à un pépiniériste qui y a installé sa marchandise de plus en plus envahissante. Les manuscrits eux-mêmes ne semblent pas toujours faire l'objet de soins attentifs. En l'absence de bibliothèque de lecture publique, la bibliothèque nationale attire des lecteurs venus consulter des usuels ou la presse, ou des enfants avides de lecture sortant de l'école, ce qui n'est pas *a priori* son rôle premier. La bibliothèque ne reçoit qu'une fraction restreinte de la production éditoriale cambodgienne, la loi sur le dépôt légal n'étant plus appliquée. Elle ne dispose d'aucun crédit d'acquisitions, mais bénéficie seulement de dons, pour la plus grande part des gouvernements français et australien.

1.2. Le bibliobus : un premier jalon vers une lecture publique rénovée

Le projet " bibliobus " constitue le volet " lecture publique " de l'action de coopération lancée à partir de l'accord-cadre de coopération de mai 1994. Il est régi de façon plus précise par une convention entre le Ministère de la culture du Cambodge et l'Ambassade de France, signée le 7 novembre 1994. Celle-ci définit les conditions de mise à disposition du Cambodge, à titre gratuit, d'un bibliobus présenté comme le premier élément d'un réseau de lecture publique à Phnom Penh. La convention d'une durée de deux ans prévoit à la charge de la France la formation des personnels, l'approvisionnement en livres et la traduction en khmer de livres pour enfants. Le bibliobus est remis le 11 mai 1995 aux autorités cambodgiennes par l'Ambassadeur de France. Cette opération a été menée par la Commission des relations internationales de l'Association des bibliothécaires français (représentés par Françoise DANSET), avec le relais et l'appui efficace de la Direction du livre et de la lecture française. Les points de desserte sont choisis par les autorités cambodgiennes et le Service culturel de l'Ambassade de France.

D'après tous les rapports de missions effectuées suite à son acheminement en 1995¹², l'opération " Bibliobus " est un succès : l'ex bibliobus de la BDP du Tarn attire une foule d'enfants et même des adultes lorsqu'il sillonne la périphérie de Phnom Penh. Son personnel est manifestement intéressé par son travail. Il contient des livres français traduits en khmer (avec des moyens limités), dont une partie sont produits par des ONG travaillant localement.

Bien sûr, l'arrivée du bibliobus provoque systématiquement l'affluence des enfants. Cette popularité certaine n'est cependant pas un gage de l'efficacité et de la pertinence de l'offre du bibliobus. Cinq ans après l'acheminement, il convient ainsi de relativiser l'enthousiasme. L'offre de livres reste limitée, et demanderait à être en partie renouvelée. De plus, il n'est pas certain qu'elle puisse satisfaire les

¹² F. Danset, " Le bibliobus du Cambodge ", *Rapport de la mission réalisée du 01 au 12 mai 1995*.

enfants de tous âges, et qu'elle réponde à des besoins réels, même s'ils ne sont pas exprimés : par exemple, le fonds comprend une proportion dominante de contes, alors qu'il serait intéressant de proposer aussi des ouvrages documentaires. Par ailleurs, le personnel semble souffrir d'une certaine lassitude. Enfin, il faut constater que le Bureau du livre français prend en charge davantage de frais qu'il n'était prévu : le personnel s'adresse directement au responsable du Bureau du livre pour régler des frais courants tels que des petites réparations ou l'approvisionnement en carburant.

1.3. Multiplier les initiatives pour assurer partout la présence du français

Par ailleurs, le Bureau du livre s'est engagé par convention depuis 1994 à reconstituer et soutenir les centres de documentation de certains ministères, auxquels il fournit des ouvrages en français et une assistance technique. De fait, la documentation en langue anglaise fournie parallèlement par des organisations anglophones a largement dépassé le niveau de l'offre française. De toute manière, faisant le constat de la mauvaise exploitation des ressources mises à disposition des fonctionnaires, il a été décidé de ne maintenir la coopération qu'avec les centres du Ministère des affaires étrangères et de la Présidence du conseil.

Un soutien ponctuel (commande de livres) est également apporté à la bibliothèque du département de français de l'Université royale de Phnom Penh.

Enfin, la Médiathèque du Centre culturel français (CCF), même si elle est indépendante de la coopération proprement dite, est un volet essentiel de la politique du livre menée par le Service culturel. Outre sa fonction de promotion de la langue et de la culture françaises (notamment en appui aux cours dispensés par le centre), et de centre de ressources sur la France, elle joue un rôle important pour la lecture et la diffusion du livre, en tant que bibliothèque de lecture publique (comprenant d'ailleurs un fonds important sur le Cambodge

et l'Asie)¹³. De plus, la compétence de son personnel, qui a suivi des formations sur place ou en France, en fait une vitrine en matière professionnelle.

Enfin, il faut évoquer la prochaine publication par le CCF en collaboration avec la maison CASTERMAN de *Tintin et le Lotus Bleu* traduit en khmer : le CCF a fourni la traduction, réalisée par le cercle de traduction du département de français de l'Université royale de Phnom Penh, tandis que CASTERMAN va se charger des travaux d'édition.

2. Le SIPAR : l'efficacité tranquille d'une ONG

Le SIPAR est une ONG française présente au Cambodge depuis 1991, travaillant en collaboration avec le Ministère cambodgien de l'éducation dans le domaine de l'éducation formelle et informelle. Ses projets actuels sont coordonnés au Cambodge par Béatrice MONTARIOL. Son siège se trouve en France, à Versailles. Elle repose sur des fonds privés et sur des financements provenant d'organismes divers.

2.1. Le volet " bibliothèques " : pas à pas, l'ébauche d'un réseau

L'action du SIPAR dans le domaine documentaire a commencé par l'installation dans des camps de réfugiés à la frontière khméro-thaïlandaise, à la fin des années 1980, de petites bibliothèques pour les enfants d'âge maternelle. Les livres sont ronéotypés, issus d'une production locale artisanale. Il s'y ajoute des livres français, avec la traduction en khmer collée sur le texte, et des livres publiés en noir et blanc par des ONG. Les livres sont destinés à une lecture pour le plaisir, hors du cadre éducatif.

Dans les années 1990, on décide de réimplanter ces petites bibliothèques au Cambodge, d'abord dans la province de Kompong Speu. Sept sont créées entre 1992 et 1996, sur des fonds privés. A la

¹³ De nombreux étudiants de l'université, de français mais aussi d'autres disciplines, fréquentent assidûment la bibliothèque.

mi-1996, est lancé le volet " bibliothèques " proprement dit de l'action du SIPAR, avec un financement de l'Union Européenne et du Ministère français des affaires étrangères, et le soutien du Ministère cambodgien de l'éducation, prévoyant la création de dix-sept bibliothèques dans quatre provinces. Aujourd'hui, on vise pour la fin de l'année 2001 un total d'une soixantaine de bibliothèques couvrant sept provinces.

Les bibliothèques sont implantées dans des écoles primaires, tirant partie des structures existantes. Le personnel des bibliothèques est ainsi composé de fonctionnaires du Ministère de l'éducation détachés pour occuper la fonction de documentaliste, grâce à une convention signée entre le SIPAR et le ministère dont ils reçoivent un salaire. La gestion de la bibliothèque est effectuée par le directeur de l'école : la mise en place de ces bibliothèques exige la participation de l'ensemble de la communauté scolaire, voire des parents d'élèves. La direction provinciale de l'éducation apporte une assistance technique. Une équipe de six " formateurs " cambodgiens francophones est employée par le SIPAR ; ils sont recrutés le plus souvent au département de français de l'Université royale de Phnom Penh. Ils s'occupent de former le personnel des bibliothèques. Ponctuellement ont eu lieu des formations extérieures, par exemple par une stagiaire française. Le programme des formations est soumis au ministère. Cette équipe forme également un comité de lecture qui choisit les livres, les commande et les traduit.

Ont accès aux bibliothèques tous ceux qui le souhaitent. Elles accueillent des enfants de l'école, des écoles voisines, des collégiens et lycéens, des bonzes et parfois des parents d'élèves. Les ouvrages ne sont pas prêtés. Chaque bibliothèque comprend au départ 350 ouvrages environ, pour atteindre les 600 au bout de deux ou trois ans. Les livres sont achetés, pour une part, au marché : la qualité d'impression est souvent médiocre. D'autres sont acquis auprès d'ONG éditrices. Dans les deux cas, il s'agit là surtout d'histoires et de contes. Il manque des ouvrages documentaires : ceux-ci sont importés de France ; les correspondants du SIPAR à Versailles

achètent chez des libraires les livres, qui sont envoyés par container. La traduction est ensuite effectuée par l'équipe du SIPAR, puis imprimée et collée sur le texte français.

2.2. Le volet " édition " : un projet réfléchi mais ouvert

Les activités d'édition du SIPAR ont d'abord été ponctuelles. En 1996-1997, un financement canadien autorise la publication de dix recueils de contes pour enfants en couleur, sans recours à un éditeur professionnel, tirés à 1000 exemplaires chacun, vendus à des organisations ou distribués dans les bibliothèques. La diffusion demeure restreinte. Ensuite, un financement privé permet une réimpression de meilleure qualité de ces premiers recueils, auxquels s'ajoutent seize nouveaux livres en noir et blanc, fabriqués dans les provinces. Il s'agit toujours de littérature enfantine.

En mars 2000, le SIPAR lance un programme d'édition de livres éducatifs en langue khmère. Celui-ci vise à combler une lacune en matière d'ouvrages documentaires, et s'adresse à la tranche des 12-18 ans, en quelque sorte pour effectuer le relais avec l'envie de lecture créée chez les plus jeunes grâce aux livres produits jusque là. Le projet est mené par une expatriée, Catherine ROUSSEL, spécialiste de l'édition, chargée à la fois de la conception des livres, et de la formation des différents acteurs impliqués dans la mission. Un assistant chef de projet cambodgien est en charge de la réalisation – travail de rédaction avec les auteurs des livres, recherches d'illustrations, tests, et de la supervision de la distribution. Un deuxième assistant s'occupe de la réalisation de la maquette et de la supervision de l'impression. Ces deux personnes devront prendre le relais de la chef de projet lors de son départ.

Après une première phase de mise en place d'environ dix mois, commencée en mars 2000, il est prévu le lancement d'un livre tous les trois mois. Actuellement, deux ouvrages sont en cours. Le premier, *La nature de notre pays*, porte sur la géographie et l'environnement du Cambodge, le second, sur *Le corps humain et la santé*. Les intervenants dans la réalisation sont choisis dans le double

souci de s'associer à des initiatives de développement déjà menées dans le domaine de l'éducation, et de permettre la formation sur le tas de jeunes professionnels cambodgiens aux métiers liés à la création et à l'édition. Ainsi, le premier ouvrage réunit une nouvelle rédigée par un jeune auteur membre de l'Association des auteurs khmers, les dessins de jeunes illustrateurs en formation à Battambang, les témoignages d'enfants du primaire participant à un programme de formation à la riziculture et à l'environnement mené par l'ONG *World Education* ; enfin, les travaux d'impression sont confiés à l'ONG JSRC¹⁴, qui forme des Cambodgiens aux métiers de l'imprimerie. L'équipe a recours également aux compétences de ministères, par exemple celui de l'environnement, qui s'est montré très intéressé par le projet. A chaque ouvrage est associé un comité de lecture qui comprend, outre des membres du SIPAR, l'auteur principal, un représentant du Ministère de l'éducation du Cambodge (inspecteur général), et un membre d'un ministère, ou organisme accrédité, concerné par le thème du livre¹⁵. Ces comités se réunissent régulièrement pour donner un avis critique sur le contenu de l'ouvrage et la qualité de l'écrit. Par ailleurs, des tests sont menés auprès de différents publics, afin d'évaluer le degré de compréhension des textes par les jeunes et l'intérêt des informations choisies dans un but éducatif.

La maquette est mise au point au SIPAR, à l'aide d'un logiciel approprié et avec les moyens du bord. Seule l'impression est sous-traitée.

Dans le but de rendre les ouvrages accessibles au plus grand nombre, il est prévu de publier deux versions de qualités différentes, à diffuser selon trois stratégies : une version vendue 2\$ pièce à des organisations internationales, des ONG et des entreprises, pour servir d'appui à des programmes de développement éducatif ; une version de qualité moindre et donc moins chère, proposée au tarif de 3500

¹⁴ Japan Sotoshu Relief Committee.

¹⁵ Pour le premier, un responsable du Ministère de l'environnement, pour le second, un membre de l'Association des médecins du Cambodge.

riels¹⁶ dans les réseaux de distribution existants (kiosques, marchés, librairies). Le troisième circuit est celui des bibliothèques (celles du SIPAR dans les écoles, le bibliobus). Chaque ouvrage sera tiré à 10 000 exemplaires (5000 de chaque version).

A terme, grâce aux ventes, le projet doit s'autofinancer, mais il exige dans un premier temps une subvention externe, d'où le recrutement ponctuel d'une gestionnaire française pour s'occuper de la recherche de financement.

3. GRAPHIC ROOTS : le dynamisme prometteur d'une PME

GRAPHIC ROOTS est une petite entreprise privée créée en 1994-1995 sous le nom de "PARAGRAPH" par quatre françaises expatriées, comportant au départ un département traduction (devenu depuis indépendant) et un département graphisme.

Aujourd'hui, l'entreprise compte treize personnes, dont trois expatriés (une designer, un comptable, une spécialiste "infocom" - volet commercial et marketing), et dix Cambodgiens formés sur le tas, parmi lesquels l'actuel PDG, Monsieur SIV Sam Ath.

Elle propose à des clients la réalisation de travaux d'édition, pour lesquels elle prend en charge tout le processus depuis la maquette jusqu'à la diffusion. Ainsi, elle réalise pour la société gérante de l'aéroport de Phnom Penh le journal *Sky Magazine*.

Mais surtout, et c'est ce qui intéresse cette étude, elle publie depuis 1998 le bimensuel pour enfants *Tam Tam*, pour lequel elle s'occupe aussi de la création. Il s'agit d'un journal en khmer, s'adressant aux 6-13 ans (en *crescendo* au fil des pages), comprenant à la fois des histoires et des articles documentaires, des jeux et du coloriage. Le journal est vendu 2500 riels (0,60 \$) à des organisations internationales¹⁷ et non gouvernementales, au Service culturel français, et au public dans des kiosques. Tiré à 20 000 exemplaires, il

¹⁶ 1\$ équivaut environ à 4000 riels.

¹⁷ Par exemple l'UNICEF.

est désormais rentable grâce à son remarquable succès, son coût de fabrication revenant à 0,20 \$. Cependant, il faut préciser que ses ventes sont largement soutenues par les achats en nombre effectués par les organisations qui l'utilisent pour appuyer des programmes de développement – ce qui peut être considéré comme une forme de subvention : la simple diffusion dans les points de vente habituels¹⁸ ne permettrait probablement pas son autosuffisance.

La création – conception, textes et illustrations - est le fruit du travail des employés de l'entreprise, parmi lesquels un journaliste et un illustrateur cambodgiens, auxquels viennent s'ajouter des intervenants extérieurs divers (plus ou moins les mêmes pour chaque numéro) : par exemple un professeur français de biologie, pour des textes sur la nature, un auteur cambodgien, ou encore l'ONG *Wildlife* qui achète et réalise une page dans chaque numéro sur le thème des animaux. Il est prévu de créer une tribune réservée aux textes des enfants, et d'élargir le cercle des participants. Pour le choix des contenus, un " comité éditeur " interne se réunit tous les 15 jours. Des thèmes sont proposés, des dessins sont sélectionnés et la couleur de la couverture est choisie. Une quinzaine de jours plus tard, les articles sont présentés lors d'une seconde réunion.

Les travaux de pré-press (maquette, mise en page) sont réalisés aux sein de l'entreprise par une spécialiste accompagnée d'employés formés sur le tas.

L'impression, en revanche, est sous-traitée à des imprimeurs. *GRAPHIC ROOTS* ne possède pas de machines, trop chères, mais travaille avec ENTRYMEA, une entreprise cambodgienne, la première à s'être équipée en offset : ce type de machines, à quatre couleurs, existe au Cambodge depuis un an. A l'heure actuelle, le matériel est bon, ce qui n'était pas le cas il y a à peine deux ou trois ans. Le choix du papier, très cher ici, reste limité. Selon une des responsables, il existe au Cambodge cinq ou six imprimeurs d'un niveau technique correct¹⁹.

¹⁸ A savoir les marchés, les kiosques à journaux, et une poignée de librairies.

¹⁹ Elle cite GANAD, JSRC, JAPAN PRINTING HOUSE, ARYATHOAR, ENTRYMEA.

La distribution est désormais assurée au sein de l'entreprise par une spécialiste, après avoir été sous-traitée sans succès : les responsables reprochent aux entreprises alors sollicitées leur manque de compétence et d'honnêteté.

Devant le succès de *Tam Tam*, GR a de nouvelles idées, visant à compléter l'offre actuelle : par exemple des livres proposant une activité ludique, sous la forme de "produits dérivés" *Tam Tam*, comme des albums de jeux, ou bien des livres de coloriage et de jeux destinés aux plus petits. Mais le nouveau "défi" de l'entreprise serait la publication d'une édition soignée en un seul volume du *Riem Kehr*, récit relatant la légende du *Ramayana*. Il s'agirait d'un livre forcément plus coûteux que ce qu'on trouve actuellement : de l'ordre de 5 ou 6 \$²⁰. Trouverait-il son public ? La réponse exige une connaissance des pratiques de lecture des Cambodgiens couplée à celle de leurs possibilités économiques – éléments tenant à un contexte bien difficile à saisir.

La Bureau du livre s'engage dans des projets lourds, reposant sur une programmation précise établie sur plusieurs années, financés par le Ministère des affaires étrangères qu'il représente, et impliquant des partenaires institutionnels tout aussi influents (même si dépourvus de moyens). Le SIPAR, quant à lui, travaille sur des projets à plus petite échelle : les programmes de cette ONG ont beau être formulés à moyen terme, ils restent souples et modulables. Chez *GRAPHIC ROOTS*, l'optique commerciale apporte à la vocation "humanitaire" des projets un dynamisme qui se traduit dans le succès de ses produits mais aussi dans le progrès des compétences techniques et professionnelles de ses employés. Ces approches, que ce soit l'influence d'une représentation gouvernementale ou la souplesse de l'initiative privée, ont chacune leurs bénéfices et sont assurément complémentaires. Cependant, leur confrontation oblige à interroger leur efficacité respective. Faut-il penser, comme Béatrice

²⁰ Ce texte circule déjà largement, mais le plus souvent sous la forme de fascicules de médiocre qualité.

MONTARIOL du SIPAR, “ qu’un projet de développement, dans un pays comme le Cambodge, ne peut être “ monté ” intégralement et dans tous ses détails dès sa conception, mais se fabrique petit à petit au fur et à mesure qu’il se met en place et en fonction des contingences ” ? La réponse vient de la connaissance d’un contexte ardu et particulièrement mouvant.

Deuxième partie : le livre en milieu cambodgien

Toute intervention dans un pays étranger exige de conserver une humilité constante à l'égard d'un contexte qu'on ne peut jamais complètement appréhender en tant qu'étranger. Au Cambodge, les situations et les problématiques rencontrées sont particulièrement complexes. Elles sont le fruit d'une histoire tourmentée composée d'épisodes tour à tour glorieux et tragiques : au carrefour de la religion hindoue et du bouddhisme, un lointain passé porteur d'une immense richesse culturelle symbolisée aujourd'hui par les prestigieux vestiges que sont le site d'Angkor et l'originale langue khmère ; à diverses époques, de longues périodes d'occupation et les interactions culturelles qu'elles emportent ; la rencontre de l'Occident à travers un épisode colonial forcément humiliant ; enfin la tragédie de la guerre civile et du génocide Khmer Rouge. Tous paramètres qui viennent compléter et compliquer la problématique d'un " pays d'Asie du sud-est en voie de développement ", dans lequel les choses évoluent à un rythme très rapide.

L'écrit a certainement un rôle à jouer aujourd'hui dans ce pays, même s'il n'y a pas été comme en Occident l'omniprésent compagnon de l'histoire. Il est aujourd'hui gardien de savoirs et de témoignages indispensables à la préservation et à la compréhension d'un passé ancien ou récent. Il véhicule les connaissances nécessaires au développement du Cambodge dans tous les domaines. Enfin, écrivain de la langue, il est un facteur d'identité nationale. Comme le formule LY Daravuth, directeur de la galerie REYUM, " le processus de reconstruction ne peut se faire sans le transfert des connaissances par la lecture et l'écriture. De plus, si un effort n'est pas fait dans ce sens, les langues étrangères qui prennent de plus en plus de place dans la société cambodgienne cesseront d'être des langues

étrangères et tendront à se substituer au khmer²¹. Pourtant, le livre ne semble pas avoir actuellement la place qui lui revient dans la société cambodgienne : de prime abord, à cause d'une offre largement déficiente à laquelle l'aide internationale tente de remédier selon les modalités évoquées plus haut ; en amont, en raison de paramètres spécifiques au milieu cambodgien.

Seules quelques pistes s'offrent à la réflexion pour saisir quelle place tient la lecture au Cambodge – un pays où les élites éduquées ont été presque totalement exterminées. Puis il faut interroger les conditions auxquelles la langue khmère, encore peu adaptée à une production écrite moderne, pourra permettre une réappropriation du livre par les Cambodgiens. Ensuite, des facteurs tenant au contexte politique et juridique freinent, voire contrarient, toute entreprise en faveur du livre : il faut en avoir une nette conscience pour envisager d'y remédier ou de les contourner. Pour finir, la présence d'une aide extérieure multiforme et multinationale ne doit pas faire oublier que ce sont les Cambodgiens eux-mêmes qui devront et pourront mener à bien les processus aboutissant à rendre au livre la place qui convient à leurs attentes au sein de leur société.

1. Quelle place pour l'écrit ?

Une aide étrangère pour la diffusion du livre et de la lecture ne peut se faire sans une réflexion préalable sur la place de la lecture et de l'écrit dans la société et la culture cambodgiennes. A défaut de l'interroger, on risque de plaquer des modèles occidentaux de pratiques de lecture dans un monde qui ne saurait leur correspondre. Dans tous les cas, l'on se doit de garder à l'esprit quelques réalités : 60% de la population est analphabète, et il existe un vaste fossé entre les habitants de la capitale et ceux des provinces. De plus, le contexte économique, pour une large part de la population, fait du

²¹ " Des livres illustrés en khmer pour briser le cercle de la non-lecture ", *Cambodge-Soir*, juillet 2000.

livre un objet de luxe, superflu et inaccessible. Enfin, on doit tenir compte du fait que dans un pays en pleine reconstruction, les données de contexte évoluent très vite et exigent une constante réactualisation.

1.1. Le goût de la lecture dans une culture orale

Deux aspects entrent en ligne de compte pour la compréhension du rôle tenu par l'écrit dans le contexte actuel : l'héritage culturel cambodgien d'une part, les bouleversements occasionnés par la guerre et l'occupation du pays de l'autre.

La culture populaire est avant tout une culture orale, manifestée dans le spectacle sous toutes ses formes – danse, théâtre, théâtre de marionnettes, chant etc., qui ont toujours connu un grand succès lorsqu'ils étaient encore très actifs avant les années de guerre, et qui commencent à renaître. Traditionnellement l'écrit, certes présent, est d'abord l'apanage d'une élite religieuse : aujourd'hui encore, les bonzes sont les gardiens de petites bibliothèques dans les pagodes. Selon Jacques Kériguy, " la société khmère utilise la tradition orale. L'acte de lire, aujourd'hui encore, traduit un état d'esprit réservé à une faible minorité. Ce fait explique l'absence totale, durant certaines périodes de son histoire, et plus généralement la faiblesse de la production éditoriale cambodgienne "22.

Quoi qu'il en soit, il paraît justifié d'admettre une certaine perte de l'habitude de lecture chez les 35-50 ans, victimes des années de guerre. Cependant, il est indispensable de ne pas tout mettre sur le compte de la tragédie cambodgienne des dernières décennies : certaines données sont préexistantes au conflit, propres à la culture du pays majoritairement orale. Beaucoup, parmi les acteurs du monde du livre, déplorent chez une majorité de Cambodgiens l'absence de pratiques de lecture, notamment en comparaison avec les autres pays de la région : Catherine ROUSSEL, du SIPAR, estime que " la situation ici est différente de celle rencontrée dans les pays

²² " Propositions pour une coopération franco-cambodgienne autour du livre et des bibliothèques ", *Rapport de la mission menée du 16 au 21 août 1993.*

voisins, où les pratiques de lecture sont mieux implantées ». Certains diront que les Cambodgiens aiment lire, mais que leurs goûts les orientent vers la presse, des romans “ faciles ” (d'action, “ à l'eau de rose ”), bref vers des lectures distractives et ludiques. Pour les plus optimistes, des pratiques de lecture riches et diversifiées ne demandent qu'à être stimulées grâce à une offre adéquate– indirecte s'il le faut. Le cinéaste Rithy Panh suggère par exemple de passer par la représentation théâtrale suivie de la diffusion du texte écrit : il s'efforce en ce moment de retrouver une version khmère du *Bourgeois gentilhomme*, qu'il sait avoir été traduit et adapté. Au Centre culturel français, les usuels et documentaires sont utilisés surtout par des étudiants. Les bibliothécaires relèvent par ailleurs un goût tout particulier pour la bande dessinée tout comme pour la presse. Les titres privilégiés semblent être les hebdomadaires d'information et les magazines à vocation pratique. Chez *GRAPHIC ROOTS*, Céline SERRIERE semble confiante au sujet du projet d'une belle édition du *Riem Kehr*, en dépit d'un prix forcément relativement élevé par rapport à ce qui existe actuellement : elle estime qu'il peut désormais exister une demande pour un “ beau livre ”, qui serait présenté comme un cadeau, un bien précieux acquis pour toute la famille. Plus largement, selon elle, on sent un intérêt grandissant pour les livres, dans une frange de la population de Phnom Penh correspondant à une classe moyenne : “ Cela vient aussi des parents. L'enfant occupe une place importante, et on sent naître l'idée qu'il faut leur donner quelque chose, qui aide à leur éducation mais qui soit aussi un plaisir. L'éducation sort du cadre strictement scolaire, entre un peu à la maison. Ce phénomène est très récent : un an environ. Les parents aussi sont intéressés, par le côté très pratique de certains articles ”. Elle ajoute qu'il lui semble important de favoriser la dimension ludique de la lecture, qu'il s'agisse d'enfants ou d'adultes, afin de dépasser le strict cadre éducatif dans lequel est enfermé l'image du livre. Marie-Laure ONDRACKA, directrice de la bibliothèque du petit centre culturel de Battambang, estime insister sur le succès chez les enfants des livres favorisant une activité – jeux,

déguisements, activités manuelles ; et chez tous de ceux portant sur des sujets tels que la nature, les animaux, la santé, mais aussi, entre autres, sur les fêtes et festivals ou le cirque.

Chez les plus jeunes, tous s'accordent, il existe un très fort désir de lecture : en témoignent les enfants eux-mêmes, qui viennent à la bibliothèque nationale réclamer des livres à la sortie de l'école, se précipitent sur le bibliobus ou se cotisent pour acheter le dernier numéro de *Tam Tam* ; ou bien les adolescents et étudiants qui déplorent l'absence de matériel en appui de leurs études. Cela dit, il est essentiel de ne pas se contenter des succès faciles que remporte toute offre de livres à un public jeune, curieux et enthousiaste : il faut structurer cette offre pour la diversifier et l'adapter en fonction de l'âge et des besoins aussi bien éducatifs que distractifs.

1.2. La difficile appréhension des pratiques et des attentes

Si un consensus général existe sur l'enthousiasme des plus jeunes, tous les concepteurs de programmes de développement liés au livre se plaignent en revanche de l'immense difficulté qu'il y a à connaître les attentes et les besoins du public auquel ils s'adressent. D'autant que la réalité varie énormément selon l'âge, le sexe, la classe sociale, le niveau d'éducation, et selon qu'on se trouve dans la capitale ou dans les provinces.

Au SIPAR, pour le projet éditorial, la chef de projet et son assistante ont tenté d'effectuer une petite enquête auprès d'enfants, en faisant quelques tests : mais elles-mêmes le disent, " tout reste vague. Il faut créer le besoin, donc proposer, pour provoquer un appétit de lecture. La formule retenue résulte d'un choix délibéré – on ne sait pas si cela va correspondre à une demande. Le contexte cambodgien est particulier ". Chez *GRAPHIC ROOTS*, la responsable de la distribution, Céline SERRIERE, insiste tout autant sur la difficulté de connaître les attentes et les besoins du public. Au moment du lancement de *Tam Tam*, des sondages étaient réalisés tous les mois, sous forme de questions portant sur le contenu, posées à des enfants lisant le journal en bibliothèque. GR projette maintenant d'organiser

des “ journées test ”, où des maquettes de livres “ actifs ”, de jeux ou de coloriage par exemple, seraient proposés à des enfants, dont on pourrait ainsi voir les réactions.

Par ailleurs, concernant le versant “ commercial ”, le SIPAR et *GRAPHIC ROOTS* ont ponctuellement fait réaliser des “ études de marché ” - dans la mesure du possible. En 1998, au moment du lancement de *Tam Tam*, la responsable de la distribution effectue une petite étude. Elle précise qu’il faudrait renouveler ce type de démarche mais qu’elle n’en a plus le temps. En 1998 également, le SIPAR engage une spécialiste de la gestion pour effectuer une mission exploratoire : sur neuf mois, elle tente de réaliser une étude de marché en amont et en aval afin de définir les acheteurs potentiels et d’évaluer les coûts. Elle noue des contacts, établit des listes d’imprimeurs et réclame des devis. Cependant, en l’absence de tout organisme capable de fournir des données statistiques, les résultats ne sont ni fiables ni exhaustifs. De plus, les choses évoluent si vite que l’étude n’est rapidement plus valable. En dépit de ses inévitables lacunes, l’initiative est importante autant parce qu’elle inaugure une méthode exploratoire systématique méritant d’être réutilisée, que parce qu’elle fait tout de même progresser dans la connaissance du contexte²³.

En l’absence d’enquêtes sur les “ pratiques culturelles ” ou de statistiques sur les ventes de livres, en l’absence également d’une offre valable en matière de livre, la réflexion se nourrit davantage d’avis et d’impressions émis par des personnes en contact avec le monde du livre et de l’écrit que de chiffres précis. Elles ont des approches variées qu’il est intéressant de confronter : bibliothécaires et documentalistes, responsables de projets éditoriaux, “ intellectuels ”, lecteurs ; expatriés de longue date ou visiteurs de passage, et surtout, des Cambodgiens.

²³ Dans les deux cas cités, il a été fait appel à des expatriés formés à la gestion. Or, il existe au Cambodge une Faculté de science économique, ainsi qu’une école de management : leurs étudiants pourraient être compétents pour la réalisation de tels travaux.

1.3. Une nécessaire enquête

Les projets conduits par le Bureau du livre français n'ont jamais été précédés d'enquêtes sur le public. Ils sont habituellement préparés par des missions exploratoires de spécialistes : celles-ci ont pour objet d'analyser les lacunes affectant l'offre existante en matière de livre. Elles ne sont pas dirigées vers l'appréhension d'une demande et de ses modalités précises. C'est normal : il s'est agi, jusqu'à aujourd'hui, de réaliser une opération de "sauvetage" pour la Bibliothèque nationale ; et de faire face grâce au bibliobus à un vide criant concernant la lecture publique. Aujourd'hui, à l'heure où les projets déjà engagés demandent à être évalués et éventuellement approfondis, où d'autres risquent d'être lancés, il devient nécessaire d'affiner la connaissance des besoins afin d'adapter au mieux l'aide apportée. Les modalités d'une enquête, indubitablement difficile à mener, restent à définir²⁴. L'idée est d'autant plus pertinente dans la perspective d'un projet éditorial, qui nécessiterait aussi dans l'idéal une étude de marché si on le souhaite réaliste d'un point de vue commercial.

2. La langue khmère, " monument en péril "

Aujourd'hui, si l'on veut toucher le public le plus large et préserver la culture cambodgienne, c'est la diffusion du livre en khmer qui doit avant tout être promue. Le khmer est une langue difficile à classer, n'appartenant pas au même groupe que celles des pays voisins : à leur différence, elle ne connaît pas les tons. Elle est généralement considérée comme le dernier rameau du groupe môn-khmer, ce qui en fait une parente des langues malayo-polynésiennes²⁵. Or, " la langue khmère est un monument en péril parce qu'elle n'est pas " agie " par des intellectuels assurant un processus de fabrication, et,

²⁴ Olivier JEANDEL, responsable du Bureau du livre, a proposé l'idée d'une enquête sur les pratiques culturelles des Cambodgiens.

²⁵ Cf. M. Malherbe, *Les langages de l'humanité*.

aussi important, de sélection, des néologismes nécessaires à la communication avec le monde extérieur et à l'accompagnement du mouvement de la pensée scientifique²⁶. Des Cambodgiens, cultivés, admettent que leur langue, figée dans son passé, n'autorise pas une véritable production écrite : celle-ci est, en effet, quasi inexistante actuellement, que ce soit dans le domaine littéraire ou scientifique.

Par ailleurs, force est de constater la forte progression de l'anglais comme première langue étrangère du Cambodge. Dans ce contexte, comment aider à sauvegarder la langue khmère, élément fondamental de l'identité nationale ? Quelle place le français et la coopération française peuvent-ils tenir dans cette entreprise ?

Il faut rappeler qu'une bonne partie des ouvrages rédigés sur le Cambodge, qu'il s'agisse de son histoire ou de sa description scientifique, l'ont été en français, et plus récemment, en anglais. Ces deux langues ont donc un rôle à jouer dans la constitution d'un corpus d'ouvrages représentant la mémoire du pays²⁷. Sa réappropriation passe donc par le bilinguisme, puis par une étape de traduction. L'exercice est long, difficile et coûteux. Il demande l'intervention de professionnels, encore peu nombreux à être compétents. Il a été créé à l'Université royale de Phnom Penh, et c'est encourageant, un "cercle de traduction" alimenté par les étudiants du département de français choisissant de se spécialiser dans cette voie dès leur troisième année d'études²⁸.

2.1. Le nécessaire questionnement de la langue khmère

Surtout, la pratique de la traduction est intéressante car elle exige un questionnement de la langue khmère, dont le vocabulaire ne couvre pas le champ scientifique actuel. A titre d'exemple, un manuel d'économie a récemment été traduit en khmer : beaucoup le disent inutilisable car rempli de néologismes incompréhensibles pour qui

²⁶ G. Carasso, ancien conseiller culturel à Phnom Penh, "La coopération linguistique et éducative au Cambodge", 1992.

²⁷ Une bibliographie des ouvrages en anglais sur le Cambodge a été réalisée. Le même travail, pour les ouvrages en français, est un projet urgent, appelé par M. Jeandel.

²⁸ Ce sont eux qui ont réalisé la traduction de l'album *Tintin et le lotus bleu* qui doit être publié bientôt par le Centre culturel français en collaboration avec la maison CASTERMAN.

n'en est pas l'auteur. De même, Monsieur KHUON Chamroeun, le Directeur de la lecture au Ministère de la culture, estime regrettable que les étudiants bénéficient de cours de langues sans que les autres disciplines soient enseignées dans ces langues : selon lui, il en découle une incapacité à saisir un vocabulaire scientifique et technique, qui n'existe pas en khmer. Or, la création de néologismes ou, s'il le faut, le choix du maintien de termes dans leur langue d'origine, ne peut se faire sans un souci d'uniformisation. Plus largement, une réflexion approfondie sur la langue doit être menée. Eric GALMARD, coordinateur au département de français de l'Université de Phnom Penh, note une absence de science savante sur le khmer²⁹. D'où, par exemple, une pénurie de matériel grammatical : les étudiants s'en trouvent entravés aussi bien dans l'apprentissage d'une langue étrangère que dans le maniement de leur propre langue. Des enseignants du même département relèvent ainsi parmi d'autres carences la mauvaise maîtrise du discours argumentatif.

L'Institut de la langue, dépendant de l'Académie royale³⁰, doit être doté des moyens nécessaires pour pouvoir jouer le rôle de moteur de cette réflexion ainsi que celui d'organe de contrôle et d'arbitrage. En septembre dernier, une conférence a été tenue à Phnom Penh au sein de cette Académie, inaugurée par le Ministre de l'éducation, et réunissant des universitaires et chercheurs étrangers et cambodgiens. Elle portait sur " la recherche, l'unification et la promotion de la langue khmère " dans le but de " l'adapter au monde moderne ". A côté de la série de recommandations émises à son issue à l'intention du gouvernement, on retient le projet d'élaboration par l'Institut d'un nouveau dictionnaire intégrant des mots récemment créés. Ce travail faisait déjà l'objet en mai 2000 d'une conclusion de la 3^{ème} commission franco-cambodgienne de coopération culturelle, scientifique et technique : " Par un travail en commun, l'Institut de la

²⁹ Cette donnée ne se rencontre pas dans les pays voisins : le Vietnam, par exemple, possède d'éminents linguistes. E. GALMARD ajoute qu'elle n'est pas une conséquence du conflit qui a agité le pays.

³⁰ Celle-ci dépend de l'Université de Phnom Penh II.

langue nationale et le cercle de linguistique du Centre culturel français élaboreront en quatre ans un nouveau dictionnaire français-khmer et khmer-français, sur la base d'études, d'enquêtes et de consultations permettant notamment de fixer les lexiques techniques du khmer contemporain. Un éditeur français spécialisé sera choisi pour le publier”.

2.2. La chance du trilinguisme

L'aboutissement de ce projet, et plus généralement, les progrès vers la standardisation et la modernisation de la langue, sont le préalable obligé : d'une part à l'existence d'une production écrite riche et diversifiée ; d'autre part à la réappropriation d'un patrimoine, écrit en français ou en anglais, indispensable aux Cambodgiens pour la connaissance de leur pays et de leur passé – conditions toutes deux essentielles à la préservation de la langue khmère, en tant que facteur d'unité et d'identité, et comme outil vivant et efficace pour le développement du pays. Dans ce processus, on l'a vu, les langues étrangères ont leur place. L'anglophonie, soutenue par son aura économique, n'a point besoin d'être davantage promue : suffisent à en témoigner la multitude d'écoles privées d'enseignement de cette langue apparues ces dernières années. Le français, quant à lui, n'est en rien favorisé par le contexte économique et géopolitique du Cambodge. Pourtant, il serait dommage que les Cambodgiens renoncent à son apprentissage au profit de l'anglais. Tout en étant le fruit d'une histoire coloniale forcément douloureuse, sa présence est positive pour la reconstruction du pays : d'abord pour les raisons identitaires citées plus haut, car il partage l'histoire de la région. Ensuite parce que, comme vecteur d'une culture différente de celle véhiculée par l'anglais, il ne peut être qu'un atout dans le développement d'un Cambodge culturellement riche et divers. La rivalité entre les deux langues est stérile ; en revanche, le trilinguisme est une chance, notamment vis à vis des pays de la région.

3. Un cadre institutionnel et juridique déficient

3.1. La faiblesse de la Direction de la lecture

Il n'existe pas au Cambodge de structures suffisamment solides et organisées pour gérer un réseau de bibliothèques et promouvoir la lecture. Actuellement, il n'y a pas de directeur de la Bibliothèque nationale capable de représenter l'institution auprès d'intervenants sur la scène nationale ou internationale (par exemple auprès de l'IFLA). La " Direction des publications culturelles, de la lecture et de la documentation " est quasi impuissante : les moyens techniques, humains et financiers qui lui sont accordés sont largement insuffisants pour mener une politique efficace et suivie, voire pour satisfaire aux engagements pris à l'occasion d'accords de coopération. Les préoccupations prioritaires du Ministère de la culture³¹ (dont dépend la Direction de la lecture) – lui-même faiblement doté – sont la conservation d'Angkor et la renaissance des ballets royaux, deux piliers de l'héritage culturel khmer. Le patrimoine écrit ne bénéficie pas de ce statut. Seul son aspect éducatif est pris en compte : le Ministère de l'éducation est, en effet, mieux pourvu que la culture et mieux à même de mener des politiques suivies, dont le livre ne représente qu'un volet³². Pourtant, une politique du livre intégrant toutes ses facettes, y compris le caractère patrimonial et le rôle distrayant, est essentielle à la réimplantation durable de la lecture dans la société cambodgienne.

Dans ces conditions, un réseau de lecture publique couvrant l'ensemble des provinces ne pourra être créé de toutes pièces par la Direction de la lecture, et devra forcément s'appuyer sur un autre type de structures déjà en place.

³¹ Et de sa ministre, S. M. Bopha Devi.

³² Le Ministère de l'éducation est engagé dans une activité de publication de manuels scolaires ; par ailleurs il apporte son soutien au programme du SIPAR d'implantation de bibliothèques dans les écoles primaires (Cf. première partie, 2.1).

3.2. L'absence de législation sur l'écrit

La politique du livre souffre encore de l'absence, ou de la non application, de la législation concernant l'écrit. Ni le dépôt légal, ni le droit d'auteur ne font l'objet de textes mis à jour ou appliqués, d'où l'impossibilité de constituer un corpus bibliographique national, ou de développer une édition économiquement viable.

Le dépôt légal faisait l'objet d'une loi datant de 1956 et jamais renouvelée depuis la fin de la période Khmers Rouges. En 1993, un dossier est monté avec l'aide d'experts français pour la promulgation d'une loi actualisée, qui n'aboutit jamais. La Direction de la lecture ne possède pas de service juridique, qui puisse travailler sur un tel dossier.

Le vide en matière de droit d'auteur laisse libre cours à la reproduction abusive d'ouvrages par photocopies – ce "photocopillage" ayant le mérite de les rendre accessible à un plus grand nombre. Au SIPAR, les auteurs participant aux ouvrages bénéficient de contrats d'auteur en règle : même si ces derniers ne sont en rien étayés par la loi, les responsables de l'ONG expliquent qu'ils s'efforcent ainsi de respecter de leur côté le droit des auteurs³³. En outre, dans ce domaine comme dans d'autres, l'aboutissement de loi devra nécessairement être accompagnée de la mise en place d'organismes de contrôle capables d'assurer son application et de sanctionner les manquements.

Ces éléments dépassent le cadre de l'action des instances compétentes en matière de livre et de lecture. Ils dépendent autant de la lente et progressive restauration de structures économiques, administratives, juridiques, que de la volonté politique des dirigeants. Pour conclure sur ce point, il paraît juste de souligner que les actions menées en faveur du livre par le Service culturel de l'Ambassade s'inscrivent dans le cadre plus large d'une politique de coopération,

³³ Il semble toutefois que la réflexion sur le sujet commence à préoccuper des juristes dans le pays, au premier chef pour ce qui concerne le droit de la propriété industrielle.

dont les autres facettes³⁴ concernent notamment l'éducation, la restauration d'un Etat de droit ou la formation d'élites administratives – toutes conditions indispensables à l'épanouissement d'une politique du livre efficace.

4. La forte présence internationale

Un dernier élément de contexte à prendre en compte est la présence au Cambodge de multiples intervenants étrangers. En plus des classiques ambassades, les organisations internationales et les ONG sont solidement implantées. Leur arrivée au Cambodge correspondait à une situation d'urgence – aujourd'hui, elles poursuivent des programmes d'aide à la reconstruction à moyen et long terme et suppléent dans de nombreux domaines les structures cambodgiennes déficientes. Le caractère pervers de leur installation ne manque pas d'être dénoncé, dans la mesure où elle déresponsabilise en partie les autorités cambodgiennes. Cela dit, leur travail est souvent d'une utilité et d'une efficacité irremplaçables. Elles ne peuvent qu'être considérées comme partie intégrante du contexte cambodgien, même si on veut espérer qu'elles cesseront un jour d'être nécessaires. Il convient d'accorder à leur travail la même légitimité qu'à des programmes issus de représentations gouvernementales.

L'assistance étrangère peut aussi prendre la forme d'un bénévolat individuel : des personnes, le plus souvent envoyées par une association, viennent travailler au Cambodge avec la bénédiction mais sans soutien technique ou financier de leur ambassade. A leur charge (ou à celle de l'association dont ils dépendent) de trouver une rémunération. A titre d'exemple, Peter Arfanis, de nationalité australienne, accomplit depuis plusieurs années un remarquable travail de classement, de conservation et de formation aux Archives nationales du Cambodge. Un financement privé a été obtenu pour le soutenir.

³⁴ Lesquelles facettes sont énumérées dans l'accord-cadre de coopération de mai 1994.

Dans le domaine de l'entreprise privée, l'arrivée d'investisseurs étrangers est lente. Les éditeurs et les libraires ne semblent pas encore juger la situation assez stable pour s'emparer du marché cambodgien. Mais on remarque l'implantation de maisons de design ou de publicité japonaises ou américaines, qui peuvent jouer le rôle de moteur dans le domaine des compétences techniques liées à l'édition, surtout si elles embauchent des Cambodgiens.

Une des conséquences de la présence étrangère multiforme est la multiplication des initiatives et des projets, et parfois leur mise en concurrence. Un tel éclatement est regrettable : évidemment, il serait souhaitable que le dialogue s'établisse afin de favoriser la coopération entre les différentes sources d'aide internationale. Cela est-il possible en l'absence de toute institution fédératrice qui puisse assurer la coordination des initiatives ? Dans l'idéal, il faudrait que l'institution cambodgienne compétente puisse assumer ce rôle, et qu'elle possède les moyens de rassembler et de coordonner au mieux une coopération multilatérale.

5. En bref, un contexte mouvant

Quels que soient les connaissances recueillies à propos du contexte, il convient de garder à l'esprit le fait que la situation cambodgienne est en constante évolution. La difficulté réside dans les disparités qui existent dans le rythme des changements : certaines conditions progressent très rapidement – les techniques se développent, les enfants grandissent – tandis que d'autres suivent beaucoup plus lentement – les structures de l'Etat par exemple.

Troisième partie : les orientations actuelles

Le Bureau du livre a désormais pour préoccupations principales : la poursuite du travail en faveur de la lecture publique à travers l'appui à la mise en place d'un réseau de bibliothèques ; la décision sur la conduite à tenir envers la Bibliothèque nationale ; enfin la définition des modalités d'une action en faveur de l'édition, par le biais éventuel d'un programme éditorial dont l'idée a été récemment lancée. Le procès-verbal de la 3^{ème} commission franco-cambodgienne de coopération précise d'ailleurs : " une aide sera apportée par le Centre culturel français à la relance de l'édition au Cambodge et le soutien apporté par la France au développement de la lecture publique sera renforcé. La traduction de livres français et de manuels (...) sera encouragée ". Dans le même temps, le SIPAR lui réclame des subventions pour son propre projet éditorial et pour la suite de son programme d'implantation de bibliothèques dans les écoles. Chez *GRAPHIC ROOTS*, on poursuit la publication de *Tam Tam* en s'efforçant toujours d'en améliorer le contenu et la présentation, tout en préparant de nouveaux projets : livres d'activités, livres pour les tout-petits, et édition soignée du *Riem Kehr*. Comment ces initiatives et préoccupations peuvent-elles se conjuguer ?

1. Accompagner l'initiative privée pour mieux avancer

On peut voir que les ONG ou les entreprises privées accomplissent dans le domaine du livre un travail qui n'a rien à envier à celui d'une représentation gouvernementale. En conséquence, il paraît logique que le Bureau du livre choisisse d'accompagner ces projets, financièrement ou par des partenariats plus actifs.

Selon les recommandations de Jean-Marie Arnoult, " Le développement de la lecture publique au Cambodge passe par

l'établissement d'un réseau qui permette d'atteindre les usagers potentiels au travers de bibliothèques de proximité. Mais, ce réseau n'existe pas. La logique réaliste suggère donc de s'appuyer sur un réseau construit – ou en cours de construction – celui des bibliothèques scolaires animé par le SIPAR dont on se plaît à reconnaître la qualité et le sérieux³⁵. Ces bibliothèques s'adressent actuellement aux enfants. Le Bureau du livre français pourrait appuyer un programme visant à enrichir les collections proposées de titres destinés aux adultes et à adapter le fonctionnement à l'accueil d'un public plus large.

Par ailleurs, le SIPAR réclame des aides financières pour engager son programme de publications d'ouvrages documentaires destinés à des enfants d'âge moyen : le Bureau du livre envisage de répondre favorablement.

L'un comme l'autre, les programmes " bibliothèques " et " édition " du SIPAR entrent dans le cadre de la politique française en faveur de la lecture. Ils contribuent, à leur mesure, à la mise en place d'une offre diversifiée dans ses thèmes et dans le public auquel elle s'adresse. De plus, ils répondent aux exigences d'implication des Cambodgiens : par la formation de professionnels de l'édition ; par la responsabilisation des autorités auxquelles incombera la gestion des bibliothèques créées dans les écoles. Or, leur souplesse semble avoir fait leur succès. Ainsi, du point de vue du Bureau du livre français, s'appuyer sur le travail déjà engagé par le SIPAR en matière de lecture publique risque d'être plus efficace que de s'engager dans des projets trop lourds, comme l'acheminement d'un second bibliobus, qui avait été envisagé³⁶. De même, la décision d'accorder un financement provenant du Ministère français des affaires étrangères au programme éditorial paraît judicieuse – tout comme l'est le soutien au journal *Tam Tam* par l'achat systématique de numéros. Les

³⁵ J. M. Arnoult, *Compte-rendu de la mission effectuée à Phnom Penh du 15 au 29 octobre 2000*.

³⁶ Une telle entreprise est particulièrement complexe : sa préparation, en France, fait appel au bon vouloir de multiples instances de décision. Le Ministère de l'économie et des finances doit d'abord donner son accord au transfert de propriété depuis le département. Le premier projet n'avait abouti que grâce à l'intervention active de la Direction du livre et de la lecture.

responsables de ce dernier ont également offert au Centre culturel français d'acheter une page bimensuelle qui serait alors rédigée en français. L'idée de promouvoir ainsi la francophonie est intéressante. Le seul problème est le coût d'une telle opération, de 700 \$ par numéro, c'est-à-dire tous les deux mois, soit environ 30 000 F par an : la question reste en suspens de savoir si le rapport coût-efficacité justifie cette dépense.

En tout état de cause, il est dans l'intérêt de tous de coupler les moyens et l'influence d'une représentation gouvernementale à la souplesse et au dynamisme d'organisations privées.

2. Mûrir des projets prometteurs

L'idée a été formulée au Service culturel de l'Ambassade de France de lancer un vaste projet d'édition. Le projet serait mené par le Ministère de la culture cambodgien et soutenu par une coopération multilatérale provenant de différentes ambassades. Sur le contenu, les idées divergent : d'aucuns proposent de lancer un ensemble d'ouvrages de " vulgarisation " sur des thèmes variés, sur le modèle de collections existant en France comme " Les Essentiels Milan " ou " Repères pratiques ". D'autres voudraient constituer un corpus de textes, littéraires ou scientifiques, considérés comme des incontournables du patrimoine écrit de chaque pays participant. Dans les deux cas, il s'agirait de traductions.

Le projet est ambitieux. Avant de s'engager, il paraît nécessaire de préciser les objectifs et de prendre conscience des écueils inhérents à une telle entreprise.

Le choix du contenu, thèmes et niveau, dépend étroitement du public visé. Il faut décider s'il s'agit de promouvoir au Cambodge la connaissance du patrimoine culturel de pays étrangers, ou bien de fournir aux Cambodgiens une bibliothèque de base dans les principaux domaines de la connaissance. Or, il faut se souvenir que 60% de la population est analphabète, et que le niveau scolaire est bas. *A priori*, les livres s'adresseraient à des adultes – la frange de

personnes auxquelles ils seront accessibles sera très limitée. Si d'emblée, leur propos est présenté comme éducatif, ils risquent de ne toucher que des étudiants. Au SIPAR comme chez GR, les concepteurs insistent sur l'importance d'une dimension pratique ou ludique. Si elle doit sortir du cadre strictement éducatif, la lecture doit avoir une utilité, ou être distrayante. La notion de " culture générale " n'est pas suffisamment vivante pour justifier la lecture d'ouvrages sur des thèmes trop éloignés de préoccupations quotidiennes ou professionnelles, ou sans rapport direct avec l'histoire du pays.

En l'état des connaissances sur les pratiques du public susceptible d'être concerné, il paraît présomptueux de concevoir un tel projet sur le long terme, dans toutes ses plus précises modalités : un modèle de collection intéressant aux yeux des Occidentaux ne recevra pas nécessairement les suffrages des Cambodgiens. Les projets éditoriaux en cours actuellement sont le fruit de tâtonnements : il semble plus prudent de progresser pas à pas, de faire des essais avant de décider de poursuivre ou non dans la même voie. Surtout, il serait avisé d'effectuer avant tout une enquête sur le possible public visé – et sur le marché auquel il correspond.

L'idée d'une coopération multilatérale est séduisante puisqu'elle responsabilise l'institution cambodgienne tout en fédérant l'aide internationale. Elle poserait certainement quelques problèmes d'organisation : elle exigerait la constitution d'un comité multinational (dirigé par le Ministère cambodgien en charge du projet), pour effectuer un choix concerté des thèmes et des ouvrages retenus. Au sein même de chaque pays, un comité de sélection serait nécessaire pour déterminer les titres à proposer – qui devront être représentatifs de la culture nationale tout en n'étant pas trop éloignés des préoccupations d'un possible public cambodgien.

Ensuite se pose la question des traductions. Les problèmes soulevés par ce travail sont connus. Pour des ouvrages un peu techniques, ou d'un niveau littéraire élevé, le processus serait particulièrement long, difficile et coûteux. Un " comité de relecture " impliquant notamment des membres de l'Institut de langue et du " cercle de traduction "

(pour le français) devrait s'assurer de l'uniformisation des formes choisies.

Enfin, le projet devrait être conduit par le Ministère de la culture cambodgien. On sait le peu de moyens dont il dispose, à la différence par exemple du Ministère de l'Education, déjà engagé dans l'édition. Dans l'idéal, il serait bon qu'une fois lancé avec l'aide internationale, le projet puisse au moins en partie se soutenir par ses ventes – ce qui exige de prendre la mesure du marché. Cela dit, même si l'objectif exprimé est " d'aider à la relance de l'édition au Cambodge ", on sait bien qu'un tel projet, même s'il représentait une réussite commerciale, ne pourrait pas suffire à la reprise d'une industrie dépendante d'une multitude de facteurs institutionnels et économiques.

En bref, il est bénéfique de s'inspirer des précédents en la matière : les différentes organisations qui ont réalisé des projets d'édition connaissent les intervenants possibles (imprimeurs, par exemple) ; et c'est en leur sein que l'on trouve les premiers professionnels cambodgiens de l'édition. Le bureau du livre peut tirer partie du tout récent dynamisme animant le secteur. Les connaissances tirées des expériences antérieures peuvent être utilisées à bon escient, surtout si elles sont complétées d'études approfondies sur le public et le marché qu'il représente – pour lesquelles une ambassade possède sans doute plus de moyens qu'une ONG ou une PME.

3. L'espoir des nouvelles technologies

Dans son rapport de mission, M. Arnoult détaille les lignes de conduite à tenir pour espérer un redressement de la Bibliothèque nationale du Cambodge. Celles-ci concernent surtout l'encadrement de son personnel et la redéfinition claire de ses missions.

La bibliothèque souffre en grande partie de déficiences structurelles qui dépendent pour beaucoup d'une volonté politique. Il est difficile de mesurer l'étendue que doit prendre l'aide du Bureau du livre français dans ce contexte. Dans l'immédiat, il s'agit de préserver et compléter le travail accompli sur le fonds patrimonial : d'un côté en s'assurant

que les meilleures conditions de conservation sont maintenues– en apportant notamment une aide technique pour la lutte contre les insectes. D'un autre, en donnant au personnel les moyens de réaliser le catalogue : la bibliothèque dispose désormais du matériel informatique adéquat pour lire les cédéroms de la BNF, et récupérer ainsi les notices des ouvrages répertoriés dans l'inventaire du fonds patrimonial. La réalisation de ce catalogue est d'autant plus importante qu'elle pourra permettre la participation de la Bibliothèque nationale du Cambodge au projet de mise en place de la " Bibliothèque électronique francophone " dans la région Asie – Pacifique. En effet, il est essentiel pour cela que la bibliothèque dispose d'un catalogue composé de notices au format normalisé. Ce projet, proposé par Madame Pasquel Rageau, vise à mettre en ligne des données bibliographiques relatives à des fonds francophones conservés au Vietnam, au Laos et du Cambodge, dans le but de les rendre accessibles au plus grand nombre de chercheurs. Dans un second temps, une sélection d'ouvrages pourrait être numérisée. Le Cambodge ayant perdu une partie de ses fonds lors de la période Khmers Rouges, il bénéficierait tout particulièrement d'un tel accès bibliographique complétant ses propres collections. Mais surtout, et c'est là une grande opportunité, il est prévu la formation sur place des usagers et des personnels à l'informatique et à Internet. Au-delà de la valorisation d'un fonds de recherche, " facteur important du rayonnement de la francophonie ", le projet représente un marche-pied vers le train des nouvelles technologies, que le Cambodge ne doit pas manquer. Dans ce domaine, le développement des compétences humaines est désormais primordial. La couverture Internet du Cambodge (du moins de sa capitale) est déjà correcte et progresse rapidement. La fourniture d'équipements adéquats nécessite simplement des financements : ce n'est pas là la chose la plus difficile à obtenir.

Le profond déficit documentaire du fonds général de la bibliothèque ne pourra être comblé par les dons ponctuels qu'il reçoit actuellement. La constitution de collections adéquates dépendra de

l'application du dépôt légal et de la mise en place d'une politique documentaire réfléchie et financée – ce qui prendra nécessairement beaucoup de temps. L'accès à des données en ligne, même si elle ne peut pas remplacer une collection livresque construite, est une chance pour les usagers de la Bibliothèque nationale. Au-delà, et hors ses murs, elle est une chance pour tous les Cambodgiens en manque de ressources documentaires.

L'avenir entre les mains des professionnels cambodgiens

L'Association des bibliothécaires cambodgiens (ADBC), après une période de relative léthargie, est en voie de retrouver son rôle de représentante active de la profession. Parmi ses membres les plus motivés et les plus qualifiés, on trouve les bibliothécaires issus de la Médiathèque du Centre culturel français, dont Monsieur Ang Choubo, qui devrait désormais en assumer la présidence. Et, en effet, le Centre culturel français a déjà relevé les nouveaux défis. A l'automne 2000, il a inauguré sa nouvelle " salle multimédia ", équipée de dix ordinateurs neufs munis de l'accès à Internet et permettant l'organisation de formations aux NTIC. Une première session consacrée aux professionnels des bibliothèques et à de jeunes journalistes a eu lieu en octobre.

La formation des professionnels a toujours été une priorité de la coopération en matière de livre, et elle continue de l'être : l'avenir des bibliothèques et de l'édition cambodgiennes passe en effet par la constitution d'une classe de professionnels compétents et motivés. L'impulsion extérieure donnée, si les moyens leur sont fournis à l'intérieur de leur propre pays, ces Cambodgiens sauront rendre puis conserver au livre et à la lecture la place qui leur revient.

Personnes rencontrées

S. M. Bopha Devi, ministre de la culture

Khuon Chamroeun, directeur des publications culturelles, de la lecture et de la documentation au Ministère de la culture

Sisowath Ritarac, chargée de mission à la Bibliothèque nationale

Sdam Sipar, directeur par intérim de la Bibliothèque nationale

Mao Thach, relieuse et bibliothécaire à la Bibliothèque nationale

Ros Sarou, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale

Seng OI, documentaliste au Ministère des affaires étrangères

Béatrice Montariol, SIPAR, coordinatrice des projets pour le Cambodge

Catherine Roussel, SIPAR, chef de projet “ édition ”

Dominique Lopez, SIPAR, responsable de la recherche de financements

Céline Serrière, *GRAPHIC ROOTS*, responsable de la communication et de la diffusion

Siv Sam Ath, *GRAPHIC ROOTS*, président directeur général

Ly Daravuth, directeur de la galerie *REYUM* et *REYUM PUBLISHING*

Solange Margueritte, attachée de coopération linguistique

Eric Galmard, coordinateur au département de français de l'Université royale de Phnom Penh

Christophe Macquet, coordinateur à l'Université royale de Phnom Penh

Denis Sainte-Marie, bibliothèque de l'ERA (Ecole royale d'administration)

Hem Dy, bibliothécaire au Lycée Preah Sihanouk de Kompong Cham

Marie-Laure Ondracka, directrice du Centre culturel français de Battambang.

Documents consultés

Bibliothèques

PLATHE Axel. " Library Development in Cambodia ". Paris : UNESCO, 1993. 48 p.

Fédération française de coopération entre bibliothèques. " Les bibliothèques au Cambodge ", *Compte-rendu du séminaire Asie du Sud-Est, 12 décembre 1994.* 27 p.

Soutien à l'initiative privée pour l'aide à la reconstruction (SIPAR), *Demande de cofinancement : création de 30 bibliothèques pour enfants au Cambodge.* Phnom Penh :2000. 9 p.

ARFANIS Peter. *National Archives of Cambodia, fourth progress report, 1998-1999.* Phnom Penh : 1999. 8 p.

Coopération française

Ministère des affaires étrangères, Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. *Accord-cadre de coopération culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement du royaume du Cambodge et le gouvernement de la république française.* Paris : 10 mai 1994. 7 p.

Commission mixte franco-cambodgienne de coopération culturelle, scientifique et technique. *Procès-verbal de la 2^{ème} session.* Paris : 4 juillet 1997. 33 p.

Commission mixte franco-cambodgienne de coopération culturelle, scientifique et technique. *Procès-verbal de la 3^{ème} session : document cadre de partenariat entre le royaume du Cambodge et la république française.* Phnom Penh : 9 mai 2000. 16 p.

JEANDEL Olivier. " Coopération avec le ministère de la culture et des beaux-arts ", *Document préparatoire à la 3^{ème} commission mixte franco-cambodgienne de coopération culturelle, scientifique et technique.* Phnom Penh : 2000. 2 p.

POULAIN Martine. " Consolider la politique du livre français au Cambodge ", *Rapport de mission effectuée pour le Ministère des Affaires Etrangères du 9 au 13 décembre 1996.* 23 p.

Ambassade de France au Cambodge. “ La coopération française ”, *Visite au Cambodge de M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, 7-10 octobre 1999.* 23 p.

CARASSO G. *La coopération linguistique et éducative au Cambodge.* Phnom Penh : 1992. 4 p.

ARNOULT Jean-Marie. “ Cambodge : coopération dans le domaine du livre et des bibliothèques. Bilan 1993-1995 ”, *Note à l'attention du directeur du Livre et de la lecture.* Paris : 1995. 6 p.

ARNOULT Jean-Marie . *Compte-rendu de la mission effectuée à Phnom Penh du 15 au 29 octobre 2000.* 18 p.

Bibliothèque nationale

PASQUEL-RAGEAU Christiane. *Mise en place d'une bibliothèque électronique francophone dans la région Asie-Pacifique.* Paris :1999. 15 p.

LE RAY Sylvie. “ Réhabilitation du fonds patrimonial de la Bibliothèque nationale du Cambodge ”, *rapport du stage effectué du 5 septembre au 5 novembre 1995.* 35 p.

PASQUEL-RAGEAU Christiane. “ La réhabilitation du fonds ancien de la bibliothèque nationale du Cambodge ”, *Bilan et perspectives des études khmères, actes du colloque de Phnom Penh, 29-30 novembre-1^{er} décembre 1995.* p 63-68.

“ Il y a du vague à l'âme à la Bibliothèque nationale ”, *Cambodge Soir*, 2000, 3 février. p 8

Bibliobus

DANSET Françoise. “ Il tourne, le bibliobus de Phnom Penh ”, *Bulletin d'informations de l'Association des bibliothécaires français*, 1996, 4^{ème} trimestre, n°173. p 111-112 .

DANSET Françoise. “ Le bibliobus du Cambodge ”, *Rapport de la mission réalisée du 01 au 12 mai 1995.* 17 p.

“ Attention, le bibliobus arrive avec sa cargaison de fruits...du savoir ”, *Cambodge Soir*, 2000, 9 janvier. p 6.

Edition

TAUCH Chhuong. “ Les publications au Cambodge après 1980 ”, *Bilan et perspectives des études khmères, actes du colloque de Phnom Penh, 29-30 novembre-1^{er} décembre 1995.* p 43-62.

Soutien à l’initiative privée pour l’aide à la reconstruction (SIPAR), *Programme d’édition de livres éducatifs pour la jeunesse en langue khmère.* Phnom Penh : 2000. 13 p.

“ Yu Sim, écrivain dans l’ombre, attend l’heure où les droits d’auteur seront protégés ”, *Cambodge Soir*, 2000, 11 mai. p 8.

“ Des livres illustrés en khmer pour briser le cercle de la non-lecture ”, *Cambodge Soir*, 2000, 26 juillet. p 8.

“ *Domrei Sor*, le plaisir de la lecture conjugué à l’amour des enfants... ”, *Cambodge Soir*, 1999, 6 décembre. p 8.

Langue

VOGEL Sylvain. “ L’avenir de la linguistique au Cambodge ”, *Bilan et perspectives des études khmères, actes du colloque de Phnom Penh, 29-30 novembre-1^{er} décembre 1995.* p 91-93.

“ Linguistique : adapter la langue khmère au monde moderne ”, *Cambodge Soir*, 2000, 7 septembre. p 1.

“ Vers un nouveau dictionnaire d’une langue normalisée ”, *Cambodge Soir*, 2000, 8 septembre. p 8.

“ Une vingtaine de recommandations pour l’avenir de la langue ”, *Cambodge Soir*, 2000, 11 septembre. p 4.

Législation

BATTISTI Michèle. “ IFLA 99. Copyright et autres aspects juridiques ”, *Documentaliste – Sciences de l’information*, 2000, vol n°37, n°1. p 50-51.

LOR Peter Johan. “ Guidelines for Legislation for National Library Services ”. Paris : UNESCO, 1997. 86 p.

Royaume du Cambodge. *Loi fixant le régime du dépôt légal, Kram n°106-NS du 14 juin 1956.*

